

LiMes

REVUE FRANÇAISE DE GÉOPOLITIQUE

**L'EUROPE
SANS L'EUROPE**

2097 Gallimard/LiMes

EURO : KOHL CONTRE LES ALLEMANDS

par Ludwig WATZAL

La monnaie unique, une catastrophe pour l'Allemagne, pour l'Europe, pour la démocratie.

L'ALLEMAGNE EST EN EUROPE LE PAYS où il est le plus difficile de susciter un débat sur le sens de la monnaie européenne commune.

Timides, des voix s'élèvent – essentiellement celles de spécialistes des sciences économiques – pour exiger un report du délai d'adhésion. Quant à la classe politique, elle parvient encore à se tenir à l'écart. En France et en Grande-Bretagne, les élites politiques font entendre leurs voix dans les discussions animées autour de l'euro; mais si, en Allemagne, Gerhard Schröder SPD (social-démocrate) ou Edmund Stoiber CSU (chrétien-social bavarois) s'avisent de formuler des questions critiques, tout le monde crie haro sur l'inconvenance qu'il y a à parler publiquement d'un sujet aussi sensible. Il n'est jusqu'au président de la République fédérale, Roman Herzog en personne, qui n'ait instamment demandé, dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Die Woche*, qu'on interdise de parler de l'euro au cours de la campagne électorale de 1998. Un fait sans doute unique dans une démocratie. L'émotion provoquée par un tel absolutisme s'est cantonnée dans des limites très étroites, dictées par l'argument selon lequel un président fédéral a pour charge d'exiger des hommes politiques qu'ils fassent preuve de franchise à l'égard du pouvoir, sa tâche n'étant pas de s'ériger en maître d'école pontifiant sur l'euro. 70 à 80 % des Allemands sont contre la monnaie unique, mais la classe dirigeante du pays ne s'en soucie guère.

L'euro sera la dernière grande œuvre communautaire de l'UE avant qu'elle ne se disloque dans quelques années. L'introduction de la monnaie unique n'unira pas l'Europe; elle la divisera en scindant le continent selon une ligne de fracture séparant pays riches et pays pauvres. Si le traité de Maastricht était déjà lors de sa signature un anachronisme qui portait témoignage de cette scission, l'euro vien-

joue l'Allemagne. Même si, par là, on ne fait qu'exprimer une réalité, c'est paraît-il manquer de délicatesse et faire preuve d'esprit antieuropéen.

L'Allemagne a une manière toute néogermanique d'ignorer les voix étrangères qui s'élèvent en Europe. La Grande-Bretagne et la France, en particulier, ne ménagent pas leurs critiques à l'égard du comportement des Allemands. Elles leur adressent, entre autres, le reproche injustifié de vouloir dominer l'Europe. Or, la classe politique allemande n'a pas pour visée d'asseoir sa domination sur d'autres pays mais d'échapper aux nouvelles responsabilités qui sont les siennes. Au cours des quarante années écoulées, l'élite allemande a oublié la pratique de la responsabilité politique. Sous Maastricht, elle entend perpétuer cette tradition en déléguant des compétences centrales à la bureaucratie de Bruxelles. Le discours prononcé par le chancelier Kohl à l'Université de Louvain, dans lequel il faisait de la poursuite de l'intégration européenne une question de guerre ou de paix, n'a pas seulement déclenché de violentes réactions de la part des autres pays d'Europe; il s'est aussi heurté à une totale incompréhension, il a éveillé de nouveaux soupçons, car nos partenaires ne sont pas à même de comprendre ce qui pousse les Allemands à une si complète abnégation. Le message du discours de Kohl était : *«Il ne faut pas nous faire confiance, à nous autres Allemands. Donc, chers amis européens, ligotez-nous s'il vous plaît, liez-nous économiquement à vous de manière que nous ne puissions plus nous échapper et déclencher une guerre européenne»* Quand l'écrivain britannique Frederick Forsyth insinue que les Allemands, sous couvert de monnaie unique, veulent contrôler les autres pays européens, on ne peut que lui objecter que c'est loin d'être le cas, étant donné que l'Allemagne ne disposera plus que d'une voix à la Banque centrale européenne. En conséquence, il ne saurait être question d'hégémonie. Les supplications que Forsyth adresse aux Allemands sont absolument incompréhensibles pour notre classe politique : *«Reprenez la voie que vous suiviez avant, M. le Chancelier. Les Allemands doivent redevenir des Allemands, et non pas les créanciers de l'Europe au nom de la poursuite de votre rêve bismarckien. Nous autres Britanniques nous restons en attente. Nous voulons être vos amis, vos partenaires, vos collaborateurs, et non les sujets de votre économie. Est-ce là si grave ? Est-ce là de la germanophobie ?»*² On a envie de répondre : bien sûr que non, M. Forsyth ; mais justement, ce que les Allemands veulent, c'est payer pour ne pas se fourvoyer à nouveau dans le rêve impérial. Bien que M. Forsyth se pose en connaisseur de l'Allemagne, il semble n'avoir rien compris aux arcanes de l'âme allemande.

Le correspondant du *Daily Telegraph*, Andrew Gimson³ a délivré un blâme aux Allemands en matière de démocratie : avec raison. En titrant «Kohl est un menteur», il sort l'artillerie lourde. Selon lui, l'Allemagne est gouvernée par une élite qui s'estime démocratique mais s'est complètement coupée du peuple allemand. Cette classe poli-

2. Frederick FORSYTH, «Die D-Mark behalten» (Qu'on garde le deutschemark !), *Der Spiegel*, N° 14/1997, p. 40 sq.

3. Andrew GIMSON, «Kohl ist ein Lügner» (Kohl est un menteur), *Der Spiegel*, N° 10/1997, p. 45.

dra parachever cette politique de cloisonnement, en repoussant aux calendes grecques l'adhésion des pays de l'est européen. La monnaie unique mènera d'ailleurs à la ruine les pays riches sans que les pays pauvres en tirent un bénéfice substantiel. Au lieu de miser sur la concurrence des monnaies, on aligne par le bas. La création de l'euro semble en un premier temps, au demeurant, profiter à tous les pays, sauf à l'Allemagne. Même à l'étranger, certains hommes politiques sérieux en viennent à évoquer l'idée que l'union monétaire serait le prix à payer par l'Allemagne pour sa réunification¹. Selon l'ancien ministre italien des Affaires étrangères Gianni De Michelis, le chancelier fédéral Helmut Kohl, lors d'une séance décisive du Conseil des ministres de l'UE, aurait exhorté ses collègues à s'exprimer positivement sur la réunification, arguant qu'il lui serait difficile de se présenter devant le peuple allemand en cas de réticences européennes. Le premier ministre italien Giulio Andreotti se serait alors prononcé haut et fort en faveur de la réunification allemande, sur quoi les autres auraient abondé dans son sens. Mais pour ce faire, l'Allemagne aurait été tenue de sacrifier sa monnaie, et c'est ce qu'elle aurait fait.

Avec l'euro, les pays-membre se voient imposer bureaucratiquement, pour la première fois de leur histoire, une monnaie artificielle; mais de surcroît, bien que les hommes politiques n'aient de cesse de le nier, l'adoption de cette monnaie va s'accompagner d'une réforme monétaire *sui generis*. La conséquence sera une perte de pouvoir d'achat d'environ 35%. En outre, cette réforme monétaire aura pour effet de remplacer un bon argent par une monnaie commune de mauvais aloi. La lire italienne a perdu environ 95% de sa valeur au cours des cinquante dernières années. Les dettes de tous les États deviendront du jour au lendemain des eurodettes, à l'instar des dettes fictives de l'ancienne RDA, qui sont devenues du jour au lendemain des dettes réelles, bien que la monnaie de RDA n'ait pas été une véritable monnaie, mais seulement une unité comptable de référence permettant de se procurer de maigres biens de consommation. Ce qui permet d'accorder quelque crédit à l'argument des Allemands de l'est lorsqu'ils déclarent qu'ils n'ont pas attendu quarante ans le deutschemark pour le voir sacrifié au bout de quelques années au profit d'un avenir incertain. Malgré la totale déconfiture des finances de l'État allemand et malgré les milliards qui seront encore nécessaires durant plusieurs décennies pour alimenter le transfert de devises en direction des nouveaux Länder, le gouvernement allemand veut s'imposer la nouvelle charge que constitue le transfert de fonds en direction de l'Europe du sud. Annuellement, l'UE coûte déjà trente milliards de deutschemarks net à l'Allemagne. En dépit du fait que, depuis la réunification, la République fédérale a entamé sa dégringolade sur l'échelle européenne de la prospérité, elle continue de subventionner à concurrence d'environ 70% le budget de l'UE. Personne n'a le droit de critiquer le rôle de créancier que

tique a réduit le peuple au silence en menant une politique sociale tous azimuts mais promu une politique européenne qui angoisse la plupart des Allemands. Il lui semble incroyable qu'aucun homme politique ne milite à Bonn en faveur du deutschemark. L'auteur se délecte à énumérer les erreurs politiques de Kohl pour en arriver à la conclusion que le chancelier est un menteur. Il n'aurait jamais donné que des réponses politiques aux questions économiques. Il veut, ce qui stupéfie les économistes incrédules, réduire le chômage de quatre à deux millions d'ici l'an 2000. Il affirme aussi que l'Allemagne remplira les critères de Maastricht en 1999 et que son déficit public passera au-dessous de la barre des 3%, ce qu'aucun économiste ne tient pour réaliste. Si tout l'édifice des critères de Maastricht ne s'est pas déjà effondré en 1999, le chancelier Kohl assurera aux Allemands que tout est dans l'ordre et les Allemands, habitués à l'autoritarisme de l'État, l'accepteront en bons sujets qu'ils sont. Quand ils découvriront que leur épargne a été dévaluée, il sera trop tard. Les eurofonctionnaires de Bruxelles ont depuis longtemps placé leur argent en dollars US parce qu'ils ont eux-mêmes une mauvaise opinion de l'euro, qui est un projet purement politique. Gimson étaye encore sa thèse du mensonge sur l'erreur d'appréciation de Kohl concernant l'union monétaire interallemande, un désastre financier. Toutes les prévisions de Kohl se sont révélées fausses. De la même manière, Kohl parle de l'euro sans avoir la moindre idée de ce qu'il représente; il les considère comme une source d'emplois et surenchérit une fois de plus : la voie empruntée est merveilleuse, le chemin sera parcouru sans douleur !

Quels sont, à présent, les avantages et les inconvénients de l'union monétaire ? C'est une décision politique. Elle intervient dans la vie des individus de façon beaucoup plus décisive que l'union douanière ou le marché unique. Les acteurs de l'union monétaire sont les hommes politiques et les banques centrales. Les hommes politiques n'ont de cesse de louer les avantages que présente l'adoption de l'euro. Dans le détail, leurs arguments sont les suivants :

- 1) Le processus d'union européenne en sera confirmé et approfondi. – A voir.
- 2) La monnaie commune renforcera la solidarité des peuples européens. – Voilà qui est très sujet à caution. Ce qui resserre les liens, c'est davantage la culture que l'argent.
- 3) La stabilité de la monnaie communautaire sera plus grande que celle des monnaies nationales. Avec la Banque centrale européenne pour garant de cette stabilité. – Mais cette instance va être prise sous le feu des États et des peuples pour qui la situation ne sera plus aussi rose.
- 4) Les turbulences monétaires et les spéculations sur les cours des changes appartiendront au passé. – Vœu pieux.
- 5) Un bloc monétaire puissant émergera en Europe, à l'égal de celui de l'Amérique et du Japon. – Or la comparaison entre l'euro et la devise américaine est bancale, étant donné qu'il n'y a plus de souveraineté fiscale des États fédéraux d'Amérique du Nord depuis 1791.

6) Les «frais de transaction» prélevés pour une opération de change disparaîtront et les économies réalisées, dont le montant est estimé à trente-cinq milliards de deutschemark, permettront de créer des emplois. – Mais une inflation, fût-elle de 1%, suffira à anéantir ces soi-disant économies.

7) On s'attend à ce que le commerce intercommunautaire et l'échange de services s'en trouvent stimulés – Espoir.

8) Une meilleure comparaison des prix créera des avantages pour le consommateur – Au conditionnel.

9) Les entreprises et les syndicats seront confrontés à la concurrence des autres pays et devront s'astreindre à une discipline des prix et des salaires. – Il vaudrait mieux expliquer aux syndicats que la dégradation des acquis sociaux ne commencera vraiment qu'avec l'adoption de l'euro.

10) Le respect des critères de stabilité a eu jusqu'ici pour effet d'introduire une plus grande discipline budgétaire des différents États. Même les États qui ne rempliront pas en un premier temps les critères de stabilité feront à l'avenir des efforts pour combattre l'inflation et réduire leur endettement. – Souhaitons que les peuples marchent.

11) Il est exclu que l'un ou l'autre des membres de l'UE cherche à se procurer des avantages commerciaux en recourant à des dévaluations. – Réalité ou désir ?

12) L'union monétaire rendra irréversible le processus d'intégration. – Espérons que l'euro ne sera pas, comme le pensent certains experts, la charge qui fera exploser l'UE.

Face à ces avantages, les risques et les problèmes de l'Union monétaire européenne sont flagrants.

1) L'union monétaire ne s'inscrit pas dans le cadre d'une union politique. Ce défaut de construction du traité de Maastricht créera de graves difficultés pour les relations entre les États de l'UE. Le chancelier Kohl n'est pas parvenu à imposer sa vision d'une union politique, pour la simple raison que les autres États n'étaient pas disposés à aliéner la moindre parcelle de leur compétence politique réelle. Leur objectif se résumait au premier chef à liquider le deutschemark.

2) A l'échéance de 1998, seul un petit nombre de pays satisfera aux critères de stabilité. Tous les autres resteront à l'extérieur – voilà du moins la théorie sur le papier. L'UE est donc menacée de scission en pays A et pays B. Mais si l'Allemagne, elle non plus, ne remplit pas les critères, tous finalement pourraient être de la partie, à l'exception peut-être de la Grèce.

3) Tout le monde croit – en premier lieu la classe politique allemande – que le pacte ainsi négocié assurera à long terme la stabilité de la monnaie. Or, les sanctions prévues pour ceux qui ne respecteraient pas la discipline budgétaire ne seront pas applicables, tant les possibilités de bloquer le système sont nombreuses. Ce que le ministre des Finances Theo Waigel présente comme un succès n'est, dirons-nous, que de la politique à la petite semaine.

4) Les effets escomptés en matière d'économie et de stabilité monétaire n'auront de toute façon pas l'ampleur prévue.

5) Dans les pays où salaires et charges salariales sont élevés, au nombre desquels se trouve l'Allemagne, la pression exercée sur les traitements et salaires par les offres bien plus avantageuses d'autres pays de l'UE sera énorme. Conséquence : une forte vague de migration et de licenciements massifs, comme c'est déjà le cas chez nous dans le secteur du bâtiment. Gageons que tôt ou tard la population finira par ne plus accepter cette situation.

6) Si les pays ne faisant pas partie de l'union monétaire en viennent à dévaluer leur monnaie, le coût en sera payé par ceux qui y sont. Or ces derniers ne pourront pas, pour des raisons de psychologie et de politique monétaire, procéder à une dévaluation de l'euro.

7) Pour harmoniser les niveaux de vie, on va instaurer ce qu'on appelle des fonds de cohésion qui devront être alimentés essentiellement par les Allemands. Se produira dès lors un transfert de patrimoine du nord au sud. Le théoricien de la monnaie de l'Université de Münster Manfred Borchert estime que l'union monétaire coûtera aux Allemands autant que l'unité allemande, soit 150 à 200 milliards de deutschemark par an. Il conseille au gouvernement fédéral de jouer cartes sur table avec la population. L'ancien président de la banque centrale suisse, Markus Lusser, s'est étonné publiquement que le chancelier Kohl reste aussi vague quant aux coûts énormes induits par la monnaie unique.

8) Sans partenaires sociaux prêts à assumer ensemble la stabilité dans un espace monétaire unique, l'union monétaire ne pourra pas fonctionner. Or il n'existe pas de syndicats ni d'organisations patronales autres qu'à l'échelon national.

9) La tolérance à l'égard de la monnaie unique restera problématique aussi longtemps que les populations ne se seront pas suffisamment identifiées à l'UE. On en est encore loin. Hormis les eurofonctionnaires professionnels, personne ou presque ne se définit en premier lieu comme Européen.

10) Une union monétaire n'a encore jamais fonctionné sans que la politique, l'économie, la société soient intégrées dans un cadre étatique commun. Nous attendons toujours l'amorce d'une politique commune en matière d'économie et de marché du travail.

Jusqu'ici, en dépit des litanies des classes politiques et en dépit du pacte de stabilité, il n'a pas été possible de renforcer la confiance dans l'euro. Il semble que ce soit une entreprise vouée à l'échec : les populations constatent à l'évidence que les préparatifs pour l'instauration de la monnaie unique ne sont pas ce qu'ils devraient être. Ainsi, des pays comme la Belgique, l'Italie, la France, l'Espagne, et même l'Allemagne tentent par des tours de passe-passe financiers ou, comme on dit par euphémisme, «par le biais d'une comptabilité créative», de manipuler leurs comptabilités pour l'année 1998, à la seule fin d'être admis dans le club si convoité.

emprunts d'État et encaissent de la sorte d'extraordinaires bénéfiques à la Caisse des Dépôts. Le déficit public se trouve ainsi réduit de quelque douze milliards de deutschemark. Plus onze autres milliards prêtés par France Télécom. En échange, l'État s'engage à prendre plus tard à sa charge les allocations de retraite dues par l'entreprise. Paris entend ainsi faire passer son endettement juste au-dessous de la barre des 3% du PIB, mais pour cette année seulement; et s'expose à la menace de déficits ultérieurs encore plus importants.

Les Belges, eux aussi, font preuve d'imagination. Ils inscrivent à leur crédit non seulement leurs ventes d'or de l'année 1997, mais aussi les entrées d'or réalisées par la Banque nationale durant les cinq dernières années, ce qui donne environ douze milliards de deutschemark. S'y ajoutent les milliards provenant des privatisations. La loterie nationale doit verser dès maintenant les gains escomptés pour les sept années à venir. Le groupement des caisses d'épargne est tenu de compléter par une avance en milliards, anticipant sur la future privatisation de la compagnie de téléphone d'État.

Les Espagnols ne sont pas en reste. Leur ministre des Finances réclame encore plus de paiements d'impôts anticipés. Au cours des quatre années à venir, toutes les entreprises d'État devront être vendues. Cela devrait rapporter 12 milliards pour 1997 et 18 autres milliards pour les quatre années suivantes. Anticipant sur les privatisations, le ministère des Finances a d'ores et déjà annulé les dettes des entreprises nationalisées. Ainsi ne sont-elles plus prises en compte dans le calcul du déficit.

Les plus originaux sont les Italiens. Un impôt spécial pour l'euro, une augmentation de 1,5 à 3,5% de l'impôt sur les salaires et les revenus, doit rapporter à l'État quelque 5,5 milliards de deutschemarks. Mais ce supplément devra en principe être remboursé à partir de 1999. D'autres subterfuges «enrichiront» l'État de 12 milliards de deutschemark – sur le papier seulement, il est vrai. Le PIB sera par exemple corrigé de 0,8% à la hausse. Argumentation du gouvernement italien : le travail au noir, largement répandu, n'est jusqu'ici recensé dans aucune statistique.

Depuis peu, les Allemands plaident également en faveur d'un assouplissement des critères de Maastricht parce qu'ils voient qu'eux-mêmes ne pourront pas y satisfaire et qu'ils ont remonté contre eux, par leur intransigeance, tous les autres États européens. La proposition la plus curieuse émane du secrétaire général du SPD (sociaux-démocrates), Oskar Lafontaine. Il a proposé de distinguer entre l'endettement de l'État lié à la conjoncture et l'endettement conditionné par les structures. Encore faudra-t-il inventer ces chiffres avant de pouvoir les distinguer ! L'ancien ministre des Finances Karl Schiller avait déjà mis en garde il y a une dizaine d'années en disant que le deutschemark allait se dissoudre dans une monnaie européenne «comme un morceau de sucre dans une tasse de thé». Si l'on considère qu'on a fort bien réussi, depuis lors, à mener en bateau les électeurs allemands quant aux conséquences de l'abandon du mark, on peut se demander combien de temps encore la population s'inclinera.

Presque tous les économistes s'entendent pour dénoncer l'absurdité de l'euro. Il est inutile. L'euro ne créera pas de nouveaux emplois mais en supprimera encore davantage. Si, dans une région, on remplace une devise faible par une devise forte, comme ce fut le cas en ex-Allemagne de l'est, cela ne débouche pas sur plus, mais sur moins d'emplois, voire sur un chômage massif. Un autre argument en faveur de la monnaie unique consiste à dire qu'il faut s'allier pour pouvoir résister à la concurrence américaine et asiatique. Mais c'est un non-sens. Des pays de petite taille, dont la masse monétaire est limitée, comme Singapour, la Corée du sud ou encore Taïwan enregistrent le succès économique par excellence. Ils sont sensiblement plus petits que les États européens; mais ils utilisent précisément la concurrence de leurs monnaies comme avantage dans la lutte mondiale. La taille n'est pas gage de succès. C'est tromper l'opinion que d'affirmer qu'un grand bloc monétaire mène automatiquement à la prospérité et à la création d'emplois.

La classe politique allemande ne se lasse pas de répéter que l'introduction de la nouvelle monnaie ne signifie pas réforme monétaire mais simple changement de monnaie. Ce n'est pas le cas. Il y aura une réforme monétaire *sui generis*. La valse-hésitation des négociations sur le pacte de stabilité conduit d'ailleurs à se demander si, en dehors de l'Allemagne, il se trouve un autre pays qui soit vraiment intéressé à la stabilité de la nouvelle monnaie et prêt le cas échéant à faire des sacrifices en ce sens. Pour un détenteur de valeurs en deutschemarks, l'adoption de l'euro présente toutes les caractéristiques d'une réforme monétaire, même si c'est une réforme qui s'étalera dans le temps. Dès la première phase d'adaptation, on assistera à une hausse massive des prix en euro par rapport à ceux calculés en deutschemark. Les prestataires de services ne fixeront pas leurs prix en se référant au taux de conversion officiel; ils les majoreront d'une prime de risque. On ne pourra pas les en empêcher par des mesures administratives. Au cours de cette phase, la dévaluation sera de 10 à 20%. Ce n'est qu'ensuite qu'interviendront les hausses de prix à long et moyen terme, telles qu'on a pu les observer dans la plupart des pays de l'UE depuis quarante ans, mais avec, soulignons-le, un taux d'inflation sensiblement plus élevé que le nôtre. Le pacte de stabilité ne pourra pas non plus enrayer l'érosion de l'épargne privée en deutschemark que provoquera la fusion avec des devises plus faibles. Pense-t-on sérieusement qu'un pays à fort taux de chômage paiera des milliards d'amendes à Bruxelles pour répondre à de simples engagements de principe ? Il faut être le gouvernement allemand pour croire à de telles naïvetés.

Les expériences de l'UE ont jusqu'ici montré que des sanctions automatiques à l'encontre d'un autre pays-membre ne sont pas applicables. Si de surcroît on en venait aux décisions majoritaires réclamées par l'Allemagne, la République fédérale se trouverait quand même en position minoritaire, du fait qu'aucun autre pays ne partage nos conceptions sur la stabilité. L'Italie, par exemple, a fait l'objet de lourdes sanctions en raison de ses exportations agricoles trop importantes. Sur ce, elle a bloqué l'adoption des décisions, comme l'a également fait récemment la

Grande-Bretagne, jusqu'à ce que les sanctions prononcées contre elle soient remises. Lorsque la lire italienne a chuté, il y a deux ans, les Français ont versé à leurs paysans de forts montants compensatoires prélevés sur la caisse de l'UE. L'exemple de la Lufthansa et d'Air France montre le peu de respect qu'on porte à la lettre des réglementations. Les Français ont reçu du budget de l'UE quinze milliards de francs pour renflouer leur compagnie aérienne. Avec pour résultat qu'Air France, grâce aux subventions obtenues, mène une guerre des prix contre la Lufthansa et lui enlève d'importantes parts de marché.

La mise en circulation de l'euro ne fera que remplir les poches des grandes banques et des multinationales; aussi militent-elles activement pour l'adoption de la monnaie unique. L'euro sert uniquement les intérêts économiques du grand capital. Si ce n'était pas le cas, il n'y aurait pas d'euro. En revanche, il ne va pas dans le sens des intérêts du consommateur, du salarié, du contribuable, de l'environnement, ni même des pays en voie de développement. Les critères fixés à l'échelle nationale pour la protection de l'environnement sont rabaisés pour s'aligner sur une euronorme favorable à l'industrie et se conformant à la stratégie de globalisation et d'adaptation des grands groupes. L'adoption de la monnaie unique entraînera le démantèlement de la protection sociale. Le social devient dans l'UE une catégorie résiduelle. Parallèlement à la perte des couvertures sociales, on assistera à des réductions de salaire massives dans les branches qui ne pourront plus soutenir la concurrence. On peut d'ores et déjà s'imaginer ce que cela signifie : une radicalisation politique et des mises en accusation qui formeront un puissant mélange détonant. L'Europe n'y survivra pas.

Les partisans de l'euro prennent les devants et s'emploient à forger des scénarios-catastrophe pour le cas où la monnaie unique ne verrait pas le jour. Les conséquences seraient incalculables pour la croissance et la création d'emplois. Mais pourquoi donc ? Si les coûts d'investissements ne sont pas abaissés, les entreprises continueront d'investir en Europe de l'est, avec ou sans euro. Jusqu'ici, même sans l'euro et malgré l'existence de quinze devises différentes, le marché unique a fort bien fonctionné.

Quel rôle la gauche allemande joue-t-elle dans le débat sur l'euro ? A quelques exceptions près, elle est massivement pour. Depuis la réunification, la gauche adhère au dogme selon lequel il faut juguler l'Allemagne. En outre, elle est prise depuis 1989 dans un dilemme. Elle a renoncé aux utopies du passé et se racroche à Maastricht et à l'euro comme dernière utopie possible. Il est déjà fort étonnant de voir sur quels partenaires étranges il lui faut compter pour former une coalition. Cela va du conservateur réactionnaire à l'ancien maoïste ! Quand toutes les tendances politiques majeures défendent une idée, il y a quelque chose qui ne va pas. Et la gauche ne peut dans ces conditions faire figure de force d'opposition. Elle est comme le lapin fasciné par le serpent et attend résignée la bonne parole du chancelier Kohl. S'il dit que l'euro va venir, c'est qu'il viendra. Vaille que vaille et coûte que coûte. L'opinion publique allemande est tout aussi fataliste. Kohl agit confor-

mément à la devise : si les faits sont contre moi, tant pis pour les faits. La CDU a-t-elle gagné grâce au chancelier jusqu'ici quatre élections au Bundestag ? Kohl veut-il à tout prix avoir écrit la page européenne de l'histoire ? «*La gloire d'être l'artisan de l'unité allemande ne lui suffit pas. Peut-être parce qu'il en a moins été l'artisan que le bénéficiaire et que là où il y a mis la main, il ne l'a guère fait avancer...*»⁴. Avec l'aide de l'euro, le chancelier Kohl veut sans doute imposer aux autres pays européens sa conception de la paix. Mais son attitude ne fera qu'accroître la rancœur à l'égard des Allemands, comme le prouvent chaque jour les échos qui nous parviennent de Grande-Bretagne et de France. C'est une erreur de croire que les antagonismes européens disparaîtront avec la monnaie unique; au contraire, elle les fera éclater au grand jour.

Les hommes politiques voient dans le fatalisme régnant en Allemagne une approbation tacite de la monnaie unique. C'est là une illusion qui pourrait se révéler dangereuse. «*Les politiques, écrit le politiste Arnulf Baring, ont d'emblée sous-estimé l'importance psychologique de l'abandon du deutschemark. Notre monnaie n'est pas seulement un moyen de paiement, elle est en même temps le fondement de notre identité. Les Allemands ont peu de symboles communautaires, ils ne sont pas fiers de leur histoire, de leur culture; ils le sont de leur vitalité économique, dont le critère est la valeur du deutschemark*»⁵. Pour Baring, le mieux serait encore que la monnaie unique connaisse le même sort que la Communauté européenne de défense en 1954. Mais Kohl ne l'entend pas de cette oreille !

Existe-t-il une alternative à la monnaie unique ? Bien sûr : le *statu quo* dans le domaine de la politique monétaire. Si l'Allemagne envisageait franchement ses intérêts, elle s'apercevrait qu'ils ne se trouvent pas dans une monnaie unique, mais au contraire dans la concurrence des monnaies. De toute manière, personne aujourd'hui ne croit plus à l'étranger que nos intérêts peuvent être exclusivement satisfaits par l'UE. La France se contentera de participer au projet de l'euro. Ensuite elle poursuivra sa propre politique d'intérêts, tout comme la Grande-Bretagne. Il ne faut pas s'attendre que ces deux pays approuvent une union politique, étant donné que celle-ci ne serait possible qu'au prix de l'abandon de droits essentiels à leur souveraineté. Une Europe fédérale telle que la rêve le chancelier Kohl n'entre pas dans les conceptions de la plupart des autres pays européens. Elle est de plus anachronique. Une alternative serait la coopération économique étroite entre des États-nation européens seuls à faire toujours figure d'entités réelles sur la scène de la politique internationale. La classe politique allemande devrait avouer ouvertement qu'elle entend mener la politique d'un véritable État-nation, hostile à toute forme de nationalisme. Nous serions ainsi bien plus crédibles aux yeux de l'Europe.

Traduit de l'allemand par Patrick Charbonneau.

4. Peter SCHNEIDER, «D-Mark oder Bismarck» (Deutschemark ou bien Bismarck), *Freitag*, 18/04/1997.

5 Arnulf BARING, «Aus dem Stabilbaukasten. Helmut Kohls Weg nach Europa» (Dans la boîte du petit stabilisateur. Helmut Kohl sur la voie de l'Europe), *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 28/02/1997.